

Textes régissant l'enquête publique.

Le présent document expose, conformément à l'article R.123-8 du Code de l'environnement, la mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet.

L'enquête publique relative aux permis de construire aux permis de construire n° PC 021 355 25 00013 et n°PC 021 231 25 00091 est régie :

- d'une part, par les textes concernant la procédure de permis de construire, notamment en ce qui concerne l'autorité compétente (Article L.422-1 du Code de l'urbanisme) et le délai d'instruction de la demande suite à l'enquête publique (R.423-20 du Code de l'urbanisme).
- d'autre part par les textes concernant les enquêtes publiques environnementales (notamment les articles L.123-1, L.123-2 et R.123-1 à R.123-24 du Code de l'environnement.)

En application de l'article L.123-2 du Code de l'environnement, font l'objet d'une enquête publique préalablement à leur autorisation les projets de travaux devant comporter une évaluation environnementale. En l'espèce, l'annexe à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, dispose dans sa rubrique 30 que les installations photovoltaïques de production d'électricité d'une puissance égale ou supérieure à 1MWc sont soumises à autorisation environnementale. L'article L.123-2 du Code de l'environnement prévoit la mise en œuvre d'une procédure d'enquête publique pour ces mêmes projets.

Le commissaire enquêteur et son suppléant ont été désignés à la suite de la saisine du Tribunal Administratif, conformément à l'article R.123-5 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs, l'article R.123-8 du Code de l'environnement précise l'ensemble des éléments devant figurer dans le dossier d'enquête.

Les mesures de publicité prévues à l'article R.123-11 du Code de l'Environnement ont été mises en œuvre dans les délais légaux.

En vertu des articles R.123-18 et R.123-19 du Code de l'environnement, à l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur clôt le registre d'enquête, rencontre le responsable du projet dans un délai de 8 jours, puis émet un rapport et des conclusions motivées.

A la suite de l'enquête publique, les permis de construire n°PC 021 355 25 00013 et n°PC 021 231 25 00091 pourront faire l'objet d'un accord, d'un refus ou d'un accord avec prescription de la part de la Maire de Longvic, en ce qui concerne le permis de construire n°PC 021 355 25 00013, et de la Maire de Dijon, en ce qui concerne le permis de construire n°PC 021 231 25 00091, dans un délai de deux mois suivant la réception par l'autorité compétente du rapport du commissaire enquêteur (Article R.423-32 du Code de l'urbanisme).

Tableau récapitulatif des textes régissant la procédure d'enquête publique

Articles du Code de l'Environnement	Objet de l'article
	Soumission du projet de panneaux photovoltaïque à enquête publique
L.123-1 et L.123-2 / R.123-1	Objet et champ d'application de l'enquête publique
L.123-3	Ouverture et organisation de l'enquête publique
R.123-3	Autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête
L.123-4 et R.123-5	Désignation du commissaire enquêteur
L.123-5 et R.123-4	Personnes susceptibles de devenir commissaire enquêteur
L.123-6 et R.123-7	Possibilité d'organiser une enquête publique unique
L.123-9	Durée de l'enquête publique
L.123-10 ; R.123-9 et R.123-11	Information du public de la tenue de l'enquête publique
L.123-11	Communication du dossier d'enquête publique
L.123-12 ; R.123-8	Contenu du dossier d'enquête publique
L.123-13	Modalités de conduite de l'enquête publique par le commissaire enquêteur
L.123-14 ; R.123-22 et R.123-23	Suspension de l'enquête publique et enquête publique complémentaire
L.123-15 ; R.123-19 à R.123-21	Rapport et conclusions motivées du commissaire enquêteur
L.123-16	Procédure de référé suspension
L.123-17 et R.123-24	Durée de validité de l'enquête publique
R.123-2	Caractère préalable de l'enquête publique
R.123-10	Fixation des jours et heures de consultation du dossier et du registre
R.123-13	Observations, propositions et contre-propositions du public
R.123-14	Communication de documents à la demande du commissaire enquêteur
R.123-15	Visite des lieux par le commissaire enquêteur
R.123-16	Audition de personnes par le commissaire enquêteur
R.123-18	Mise à disposition du registre d'enquête par le commissaire enquêteur